



Affolée par la révolte, la République islamique exfiltre en catastrophe le trésor des gardiens de la révolution

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de l'Iran, aujourd'hui âgé de 83 ans, au milieu de son état-major de gardiens de la révolution. À sa gauche, le général Hussein Salami, leur chef suprême, en 2019, pendant un défilé de cadets.

IRAN L'OR DES MOLLAHS PREND LA FUITE

C'est un État plus fort que l'État, face auquel le slogan « Femme, vie, liberté » agit comme un chiffon rouge. Au premier rang, l'ayatollah Khamenei, autrefois choisi par l'ayatollah Khomeyni pour lui succéder. On le dit victime de troubles dépressifs et paranoïaques. Si, aujourd'hui, il n'hésite pas à noyer le soulèvement sous une vague sanglante, il prendrait

soin de sauver du naufrage un véritable butin de guerre. Enquête au cœur de la théocratie la plus puissante du monde. On y meurt pour un voile mal ajusté mais, avec la bénédiction des plus hautes autorités, on s'y enrichit de tous les trafics.

ENQUÊTE EMMANUEL RAZAVI

La compagnie Mahan Air se serait spécialisée dans le transport très organisé de lingots d'or et de devises

On ne voit plus ce genre d'appareil sur un tarmac occidental depuis des lustres. Mais il continue de desservir la Turquie, le Liban, la Syrie et la plupart des pays d'Asie. Sanctionnée par les États-Unis pour ses liens suspects avec les gardiens de la révolution, Mahan Air ne peut plus remplacer ses avions depuis 2011. La première compagnie privée iranienne utiliserait secrètement ses lignes pour transporter des armes et des combattants... Selon plusieurs sources fiables, elle servirait aussi de tirelire volante pour placer des milliards de dollars en lieu sûr, loin de l'Iran.

PHOTO MOHAMMED HUWAIS



Un Airbus A-310 à Sanaa, capitale du Yémen, en 2015. Mahan Air compte 43 avions de ligne.

Chargement de fret dans un Airbus A-310.
En 2015, il s'agissait de monter une opération de transport
d'aide humanitaire à destination du Yémen.



PARIS
MATCH ACTUALITÉ



Hamed Mohammadi,
l'ancien pilote de l'armée
iranienne, travaille
désormais pour le journal
d'opposition
iranien « Kayhan London »
en tant qu'expert
militaire.

Ces derniers mois, 10 milliards de dollars auraient quitté le territoire iranien

De notre envoyé spécial en Allemagne et en Israël
Emmanuel Razavi

A l'intérieur du terminal quasi désert de l'aéroport de Mehrabad, en principe fermé à cette heure, des hommes en noir remplissent les soutes de plusieurs Airbus de la compagnie Mahan Air. Hassan, employé à la logistique, les observe. « Les types étaient des pasdarans, les gardiens de la révolution. Leurs sacs devaient peser de 70 à 100 kilos et les avions n'étaient inscrits sur aucun registre. Des membres d'équipage m'ont raconté qu'ils desservaient des pays proches. Quand je leur ai demandé pourquoi ils décollaient en pleine nuit, ils m'ont dit que si je posais des questions, je risquais d'avoir des problèmes. Je n'ai pas insisté mais je suis certain qu'ils chargeaient de l'argent. » Un collectif de pirates informatiques iraniens, Black Reward, affichait le 15 décembre les mêmes soupçons : « Il y a de l'argent et même des lingots à l'intérieur de ces avions. » D'après leurs recherches, 67 tonnes d'or seraient sorties

d'Iran depuis le début de la contestation. Plusieurs autres sources de haut niveau jugent ce chiffre plausible. L'Iran, qui a toujours entretenu le flou sur ses réserves d'or, en détiendrait une quantité parmi les plus importantes de la planète, réparties entre sa banque centrale et plusieurs mines exploitées sur son territoire.

Selon la Banque centrale iranienne quelque 10 milliards de dollars auraient quitté le pays ces derniers mois. Les signes de l'inquiétude face à une contestation qui ne faiblit pas.

Hamed Mohammadi est un ancien pilote de l'armée iranienne, devenu expert militaire pour le journal d'opposition iranien « Kayhan London ». Après plusieurs semaines de tractations, nous avons réussi à le rencontrer dans un quartier résidentiel de Berlin. Il se montre sûr de lui : « Je peux me faire assassiner au bout de la rue, mais il y a tellement d'activistes que le régime ne pourra pas tous nous tuer », confie-t-il avant de nous parler des milliards de tomans (la monnaie officielle) qui s'évaporent chaque semaine. « Soi-disant pour des achats de marchandises. Mais une fois converti en devises, l'argent se retrouve sur les comptes bancaires de particuliers. »

Grâce à son réseau de contacts clandestins au sein de l'armée et une application en ligne, il « trace » les avions suspects. Sur les plans de vols, les photos, qu'il nous montre, on voit aussi

bien les gardiens de la révolution transportés vers la Syrie que l'argent et les armes. Avec une précision toute militaire, il explique : « Une grande quantité de contrebande et de fret militaire entre et sort du petit aéroport de Payam, à l'ouest de Téhéran... Certains officiels de la République islamique se sont également échappés par là. D'après nos informations, une partie de leur argent va en Turquie, aux Émirats arabes unis, au Qatar, à Oman, en Géorgie, au Kazakhstan et au Turkménistan. Les expéditions vers le Venezuela sont effectuées par des Airbus A340-600 ou des Boeing 747-300. »

Mahan Air est la compagnie idéale pour ces transports clandestins. Créée en 1991, après la guerre contre l'Irak, par l'ancien commandant des gardiens de la révolution, Hamid Arabnejad Khanouki, elle appartient à la fondation caritative Mol-al-Mohavedin, impliquée aussi bien dans les secteurs du tourisme, du transport, de l'automobile ou de la pétrochimie. Hossein Marashi, 64 ans, ex-vice-président de la République islamique et secrétaire général du parti réformateur Kar Gozaran, la dirige. « Marashi supervise tous ces business tel un parrain de la Mafia », raconte Hamed. Un temps, la justice a soupçonné ce cousin par alliance de l'ancien président Rafsandjani de trafic d'œuvres d'art, mais il n'a

jamais été véritablement inquiété. « Tous les bénéfices de ses filiales remontent à sa fondation qui, de par son statut d'organisation caritative, est exemptée d'impôts et n'a aucun compte à rendre à l'administration, poursuit Hamed Mohammadi. Personne ne peut dire à quoi précisément servent ces fonds. Tout ce que nous savons, c'est que les bénéfices de Mahan Air et des autres filiales sont redirigés vers certaines personnalités et différentes organisations parmi lesquelles le parti réformiste et le corps des gardiens de la révolution. » Malgré nos tentatives, nous ne sommes pas parvenus à joindre les représentants de Mahan Air. En 2011, réagissant aux sanctions américaines à leur encontre, ils avaient estimé qu'elles étaient « conçues pour exercer une pression politique supplémentaire sur la république islamique d'Iran ».

**Turquie, Qatar,
Asie centrale :
terres d'accueil
des fonds**

À la tête de l'arsenal sécuritaire du pays, le corps des gardiens de la révolution est bien au cœur du système. Véritable clé de voûte de la théocratie, il est fort d'environ 140 000 hommes, dispose de sa propre marine, de son aviation et d'une unité d'élite chargée des opérations extérieures : la force Al-Qods. Au Liban, il a aussi créé le Hezbollah, mouvement paramilitaire placé sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis, le Canada et plusieurs pays arabes. Mais les gardiens de la révolution, comme toutes les entités qui leur sont liées, ont toujours démenti les accusations de terrorisme. [SUITE PAGE 56]

Le 28 octobre 2022, le service de veille sécuritaire de la société Lloyd's Marine, basée à Londres, publiait une alerte électronique établissant que la force Al-Qods et le Hezbollah avaient recours à Mahan Air «pour envoyer illégalement de l'or et financer les activités terroristes des milices soutenues par l'Iran, en contournant les sanctions». «L'or, mentionnait le rapport, est ensuite vendu en Turquie et dans d'autres pays du Moyen-Orient afin de générer des fonds pour des activités terroristes.» Ce qui n'est pas dit, c'est qu'une partie de ce trésor, blanchi sur le marché turc, sert à enrichir des dignitaires de l'entourage direct du chef suprême des pasdarans, le général Salami, celui-là même qui, début janvier, après les nouvelles caricatures de l'ayatollah Ali Khamenei, publiées dans «Charlie Hebdo», menaçait la France: «Je conseille aux Français et aux responsables du magazine de se pencher sur le sort de Salman Rushdie. [...] Vous avez commis une grave erreur, les musulmans se vengeront tôt ou tard.»

Tant qu'il a espéré un accord sur le nucléaire, l'Occident a fermé les yeux

Hossein, appelons-le ainsi, est l'une de nos sources en Iran. Expert en relations internationales, il s'est spécialisé dans l'étude de la corruption iranienne et connaît le moindre rouage d'un système qu'il a baptisé «U turn». «Première étape: envoyer l'or ou l'argent des trafics vers un pays frontalier comme la Turquie, où le passage est facilité par des complicités locales. Une fois converti en liquidités par des intermédiaires, il se transforme en devises dans un bureau de change d'Istanbul contrôlé par des Iraniens, avant d'être envoyé sur des comptes

en Suède, d'où il repart pour la Suisse puis le Canada. Le bénéficiaire final est souvent le fils, la fille ou le parent d'un dignitaire. Ce système tortueux permet de brouiller les pistes, de dissimuler l'origine des fonds. Ceux qui s'enrichissent ainsi s'acquittent d'une obole au régime: 20 % des gains, rétrocédés à des fondations islamiques chiites implantées aux États-Unis, notamment au Texas.»

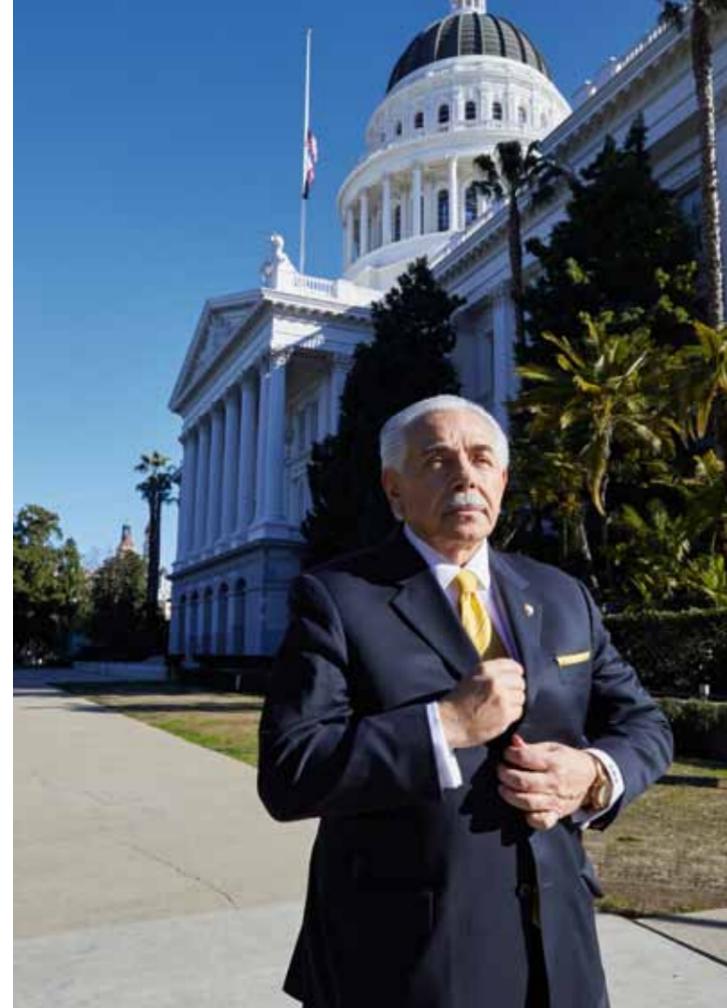
Pas de doute pour Hossein, les plus hauts dirigeants sont impliqués, comme l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad: «Aujourd'hui encore, il a la main sur un de ces bureaux de change, dirigé par un homme de paille. Il s'est appliqué à toujours donner l'image d'un

homme simple, mais il a accumulé une fortune.» Que le guide suprême, Ali Khamenei, «n'ait jamais cherché à l'arrêter» est bien la preuve, selon Hossein, «que lui aussi trempe dans ces combines».

Khamenei règne de fait sur un empire industriel et possède de nombreux actifs immobiliers; certains résulteraient de la spoliation de milliers de familles au lendemain de la révolution. Le montant de sa fortune est si difficile à estimer que, selon les sources, il oscille entre 95 et 200 milliards de dollars! Via une fondation dénommée Setad, présente dans tous les secteurs de l'économie iranienne, il détiendrait des dizaines de sociétés. Setad est l'interlocutrice incontournable des entreprises étrangères désireuses d'investir en Iran, mais ses flux financiers sont totalement opaques: la loi exempte le guide de la révolution d'avoir à rendre des comptes.

Hossein insiste: «L'argent que les mollahs et les gardiens de la révolution ont amassé depuis quarante-quatre ans est leur assurance-vie au cas où le régime viendrait à tomber. Ils agissent comme les nazis qui ont caché leur argent à l'étranger à la fin de la Seconde Guerre mondiale.»

Au classement des pays corrompus, publié par l'ONG Transparency International, l'Iran se classait, en 2021, 150^e sur 180 pays. Mais les services de renseignement occidentaux restaient relativement discrets. «Pour des raisons politiques et diplomatiques, justifie un ancien agent secret. Nous savons beaucoup de choses depuis longtemps, mais personne ne voulait en entendre parler. Il ne fallait pas heurter les dirigeants d'un régime avec lequel nos pays faisaient des affaires, ni mettre en péril les accords sur le nucléaire. Or les gardiens de la révolution, qui aspirent à une certaine légitimité aux yeux de la communauté internationale, étaient décisifs dans les négociations.



Amir Hamidi, l'ex-espion américano-iranien qui enquête sur la corruption du corps des gardiens de la révolution et de ses filiales. À Sacramento, devant le Capitole de Californie.

enquêteurs, dont les visages, pour des raisons de sécurité, ne doivent en aucun cas apparaître, travaillent à ses côtés. Les murs blancs de leurs bureaux sont couverts d'écrans et de cartes. Sur l'une d'elles, on retrouve l'organigramme précis des filiales de la fondation Mol-al-Mohavedin, détentrice de la compagnie Mahan Air. De quoi confirmer, avec encore plus de précision, les informations de Hamed, l'ancien pilote. «Il faut comprendre que les pasdarans tiennent les douanes, explique Sarit Zehavi. Qu'il s'agisse d'argent ou d'armes, il n'y a donc aucun contrôle de leurs trafics. Ils peuvent même s'appuyer sur la bienveillance de leurs homologues des pays frontaliers; c'est la raison pour laquelle les pilotes de Mahan volent en toute sérénité.» Les chercheurs d'Alma Center estiment cependant qu'afin de dissuader les services occidentaux d'abattre ses avions, Mahan Air embarque parfois des passagers réguliers, boucliers humains à leur insu.

Sarit Zehavi n'a aucun doute sur les activités criminelles des gardiens de la révolution: «Plateforme idéologique, terroriste et mafieuse du régime, ils agissent comme une pieuvre, investissant dans des business illégaux, recourant aux moyens les plus abjects. Ils ont organisé un corridor routier de 2 000 kilomètres à travers le Moyen-Orient pour acheminer des armes, des combattants ou de la drogue. Ils sont impliqués dans le trafic de captagon, l'amphétamine fabriquée en Syrie sous la supervision du frère du président syrien [Maher el-Assad], chef de la 4^e division, l'unité d'élite de l'armée syrienne. Ils acheminent ainsi la drogue vers la Jordanie et le Liban et, de là, vers les Émirats arabes unis, l'Afrique du Sud ou encore le Maroc et l'Europe. Récemment, 3 millions de pilules de captagon, cachées dans des câbles électriques, ont été saisies en Arabie saoudite.»

Les gardiens de la révolution permettent au Hezbollah de se financer au moyen de la contrebande de cigarettes et de voitures. Une manne qui rapporterait [\[SUITE PAGE 58\]](#)

Aujourd'hui, le traité est enterré, alors des choses sortent.» Rappelons qu'en novembre 2022 le président américain Joe Biden a lui-même reconnu que l'accord avec les mollahs était «mort». Voilà sans doute pourquoi la parole des «experts» se libère, rendant possible notre enquête sur la face cachée du régime des mollahs.

Près de Nahariya, petite ville située dans le nord d'Israël, le long de la frontière du Liban, Sarit Zehavi, ancienne lieutenant-colonelle des services de renseignement de l'armée israélienne, analyse les manèges des gardiens de la révolution, de la force Al-Qods et du Hezbollah. D'origine iranienne, cette analyste de l'ombre, à l'allure sportive et à la crinière léonine, est à la tête d'Alma Center. Cinq

L'argent amassé depuis 44 ans est l'assurance-vie du régime

Sarit Zehavi, ex-lieutenant-colonelle des services de renseignement israéliens, surveille la frontière libanaise avec un officier de Tsahal. Côté Liban, au centre, un bâtiment de la mission de maintien de la paix des Nations unies et un portrait de Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.



Au centre Alma qu'elle dirige, Sarit Zehavi montre les positions du Hezbollah, qui prend ses ordres en Iran.





Sepah Bank appartient aux gardiens de la révolution. Ici, sa succursale dans le XVI^e arrondissement de Paris.

des centaines de millions de dollars chaque année et financerait des opérations terroristes contre Israël. «Le Hezbollah est aux ordres de la République islamique. Quand ils nous attaquent et quoi qu'ils fassent, c'est avec l'accord de Téhéran.» Pour preuve, Sarit Zehavi tient à nous amener à quelques kilomètres, sur la frontière séparant Israël du Sud-Liban.

De l'autre côté de la ligne de front, deux miliciens du Hezbollah nous observent. «Ils se comportent et nous défient comme les gardiens de la révolution. Ils nous combattent comme eux», commente l'officier de Tsahal qui nous escorte. Exceptionnellement, l'armée israélienne a autorisé Sarit Zehavi à nous faire visiter un de leurs tunnels, 70 mètres sous terre. «Pour creuser dans la roche il a fallu des travaux très élaborés, explique l'ancienne lieutenant-colonelle. Nous savons que ce sont des ingénieurs nord-coréens qui les ont supervisés. Ils avaient pour objectif de permettre à la force Redouane, l'unité spéciale du Hezbollah, de mener des opérations commandos en Israël. Évidemment, toute cette entreprise était pilotée par les gardiens de la révolution qui les financent et les entraînent.» Quelque peu essouffée par la visite, elle reprend : «De nombreux autres tunnels, à l'intérieur du Liban, servent à entreposer des armes et des produits de contrebande.»

Élégamment vêtu, visage lumineux et moustache parfaitement taillée, Amir Hamidi renouvelle l'image que l'on se fait de l'espion. Cet Américano-Iranien, résidant à Sacramento, en Californie, a pourtant travaillé en tant qu'agent spécial «sous couverture» pour la DEA (Drug Enforcement Administration), agence chargée de la lutte contre le trafic de drogue sous la houlette du département de la Justice américain. Plusieurs fois décoré pour acte de bravoure, il enquête depuis longtemps sur les activités illégales du corps des gardiens de la révolution et de ses filiales. «La République islamique d'Iran est complètement corrompue. Ses liens avec le crime organisé, le blanchiment d'argent, le trafic de drogue et le terrorisme ont détruit des millions d'Iraniens. D'un côté, le corps des gardiens de la révolution contrôle environ 60 % de l'économie sans être tenu de rendre compte. De l'autre, il est présent dans l'achat, la production et la distribution de drogue – opium, héroïne, cocaïne, captagon, LSD –, ce qui lui permet de générer, là encore, des centaines de millions de dollars chaque année. Il a d'ailleurs mis en place des connexions très fortes avec les cartels basés au Mexique et en Colombie. Il est aussi impliqué dans la prostitution. Nous avons d'ailleurs obtenu de nombreuses preuves que des fonctionnaires iraniens sont compromis dans ce "commerce" ainsi que dans le trafic d'êtres humains. La frontière entre intérêts nationaux et intérêts personnels est mince. Grâce à ces trafics, auxquels il faut ajouter les revenus tirés de la corruption qui concerne tous les secteurs industriels, les gardiens de la révolution se sont enrichis de plusieurs centaines de milliards

« Leur système repose sur des trafics et ils se comportent en vraie mafia » Un ex-agent français

de dollars de revenus annuels», assène l'ex-espion d'une voix posée et claire. Ces fonds peuvent rentrer dans l'économie réelle grâce au réseau d'agences bancaires contrôlé par l'intermédiaire du groupe Bank Sepah avec le bureau parisien duquel nous avons vainement tenté d'entrer en contact. Selon Amir Hamidi, «les États-Unis considèrent que cette banque a contribué au financement du développement de missiles pouvant transporter des armes nucléaires. En 2007, toutes ses succursales et filiales en Italie, au Royaume-Uni, en France et en Allemagne, avaient vu leurs avoirs gelés afin d'empêcher la République islamique de construire des armes nucléaires. Mais à la suite des pourparlers de Vienne, en 2016, les sanctions ont été levées.» En clair : les regards se sont dès lors détournés des petites affaires des gardiens de la révolution en Europe.

Éminent avocat d'affaires, spécialiste en droit international et connaisseur du dossier, Jean-Michel Nogueroles, explique ainsi la poursuite de l'activité de cette banque sur le sol français : «L'accord de Vienne visait à garantir une utilisation exclusivement pacifique et civile du programme nucléaire iranien. En contrepartie, il prévoyait la levée des sanctions économiques. De plus, le règlement dit "de blocage" de l'Union européenne prive d'effet sur son territoire toute décision judiciaire ou sentence arbitrale permettant d'exécuter les sanctions américaines liées à l'Iran.»

Selon un ex-officier du renseignement français chargé de surveiller les mouvements financiers du Hezbollah et des gardiens de la révolution, nous avons affaire à un adversaire «très intelligent» et solide. «J'ai pu constater très peu de défections au sein de leur organisation. Bien sûr, ils opèrent clandestinement comme d'autres services. La différence, c'est que leur système repose sur des trafics et qu'ils se comportent en vraie mafia. À l'époque où je les surveillais, on n'allait pas jusqu'à entrer dans le détail de leur argent personnel, nous n'étions que spectateurs, et quand, par exemple, un avion se posait au Bourget avec des pasdarans et de l'argent, on fermait les yeux car on n'avait pas envie de foutre la merde. Tout ça est politique.» Mais l'ancien agent français prévient : «Leurs menaces doivent être prises au sérieux. Y compris en France. Ce sont des jusqu'au-boutistes et ils disposent certainement de cellules dans notre pays.»

Le 9 juin 2021, les enquêteurs d'Alma Center publiaient un rapport documenté sur la présence dans l'Hexagone de deux centres religieux chiites pouvant, selon eux, servir «de plateformes potentielles pour des activités terroristes sur le sol européen. [...] La première est l'association islamique Al-Ghadir. [...] La seconde est une association

caritative portant le nom de l'imam Al-Khoei». Un autre nom apparaît dans ce rapport : celui du centre culturel chiite Al-Zahra situé à Grande-Synthe. Il est bien connu des services français pour son soutien au Hezbollah.

Si personne ne connaît précisément le montant total des fortunes amassées par les mollahs et les gardiens de la révolution, Hossein, notre source de l'intérieur, estime à «100 milliards de dollars les revenus issus des trafics de pétrole, de drogue, d'or et d'armes placés à l'étranger par des membres du régime». Régime au sein duquel, depuis deux mois, une série de fuites laisse paraître des dissensions. Selon Amir Hamidi, «plus de 4 000 soldats auraient démissionné de l'armée régulière». Et les gardiens de la révolution auraient fait emprisonner «au moins 80 de leurs membres».

«La violence qu'ils exercent ressemble à une fuite en avant. On voit bien que les mollahs et les gardiens de la révolution sont inquiets», assure Hirbod Dehghani Azar, du collectif Iran justice, basé à Paris. Avec ses équipes et le soutien de son confrère Richard Sédillot, spécialiste des droits de l'homme, cet avocat franco-iranien, dont le père a été exécuté en 1982, a rejoint

les activistes à la faveur du soulèvement récent. Il documente les exactions commises à partir de vidéos et de photos envoyées par des Iraniens de l'intérieur, «des gens qui prennent des risques inouïs pour nous aider».

Alors que le Parlement européen a réclamé, le 19 janvier, l'inscription du corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes, l'avocat ne désespère pas qu'un jour les membres de la République islamiste puissent être jugés pour «crimes contre l'humanité». «Parfois nous parvenons à identifier les auteurs de ces abominations», dit-il.

Selon lui, les gardiens de la révolution, comme les plus hautes autorités du pays, forment une organisation criminelle et mafieuse qui, de par ses activités lucratives et clandestines, dévoie les préceptes de l'islam. «Comme tous les acteurs de l'économie souterraine qui sert de fondement au régime de terreur, ils doivent savoir que, un jour, ils auront à rendre des comptes devant la justice internationale.» — Emmanuel Razavi

« 100 milliards de dollars : des revenus déjà placés à l'étranger »

